

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/17354/Rev.1
26 juillet 1985

ORIGINAL : FRANCAIS

Danemark et France : projet de résolution révisé

Le Conseil de sécurité,

Profondément préoccupé par l'aggravation de la situation en Afrique du Sud et la persistance des souffrances humaines que provoque dans ce pays le système de l'apartheid, qu'il condamne avec force,

Indigné par la répression et condamnant les arrestations arbitraires de centaines de personnes,

Considérant que l'instauration de l'état d'urgence dans 36 districts de la République sud-africaine constitue une grave détérioration de la situation dans ce pays,

Considérant comme totalement inacceptable la pratique par le Gouvernement sud-africain des détentions sans procès et des déplacements forcés, ainsi que la législation discriminatoire en place,

Reconnaissant la légitimité des aspirations de l'ensemble de la population sud-africaine à bénéficier de tous les droits civils et politiques et d'établir une société unie, non raciale et démocratique,

Reconnaissant en outre que la cause même de la situation en Afrique du Sud réside dans la politique d'apartheid et les pratiques du Gouvernement sud-africain,

1. Condamne énergiquement le système d'apartheid ainsi que les politiques et pratiques qui en découlent;
2. Condamne énergiquement les arrestations massives et les détentions auxquelles a récemment procédé le Gouvernement de Pretoria et les meurtres qui ont été commis;
3. Condamne énergiquement l'établissement de l'état d'urgence dans les 36 districts où il a été instauré et demande sa levée immédiate;

4. Demande au Gouvernement sud-africain de libérer immédiatement et sans condition tous les prisonniers et détenus politiques, et en premier lieu, M. Nelson Mandela;

5. Réaffirme que seules l'éradication totale de l'apartheid et l'instauration en Afrique du Sud d'une société libre, unie et démocratique sur la base du suffrage universel peuvent conduire à une solution;

6. Demande instamment aux Etats Membres de l'Organisation de prendre des mesures à l'encontre de l'Afrique du Sud, telles que les mesures suivantes :

- a) Suspension de tout nouvel investissement en Afrique du Sud;
- b) Interdiction de la vente des Kruggerrands et de toutes les autres pièces frappées en Afrique du Sud;
- c) Restrictions dans le domaine des sports et des relations culturelles;
- d) Suspension des prêts garantis à l'exportation;
- e) Interdiction de tout nouveau contrat dans le domaine nucléaire;
- f) Interdiction de toute vente de matériel informatique pouvant être utilisé par l'armée et la police sud-africaines;

7. Félicite les Etats qui ont déjà adopté des mesures volontaires contre le Gouvernement de Pretoria et les prie instamment de prendre de nouvelles dispositions, et invite ceux qui ne l'ont pas encore fait à suivre leur exemple;

8. Prie le Secrétaire général de lui faire rapport sur l'application de la présente résolution;

9. Décide de rester saisi de la question et de se réunir à nouveau dès que le Secrétaire général aura publié son rapport, en vue d'examiner les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la présente résolution.

